
Pe(a)nser les exils

« *Le réel exil commence lorsque le présent est confisqué.
Quand on est condamné à rêver le temps d'avant et attendre l'avenir.* »
Chawki Abdelamir

Slimane Touhami

La mobilité spatiale s'impose comme un marqueur cardinal de l'hypermodernité. Mobilité riche de promesses d'un monde « nomade », celle de la Toile 4G, du tourisme *low cost*, des biens conteneurisés et des capitaux. Ces flux qui, en irriguant la surface du globe, participent à modeler la morphologie d'une économie néo-libérale affranchie de la frontière, contrastent avec les mouvements humains induits par les soubresauts douloureux d'un monde en mutation. Entre guerres oubliées, nouveaux conflits, désordres écologiques et misère structurelle, les spasmes qui agitent les périphéries du village-monde poussent des populations entières à opter pour l'aventure incertaine d'un Ailleurs qui, pour beaucoup, épouse les contours de l'Europe occidentale. Le tournant du XXI^e siècle inaugure ainsi un nouveau chapitre de l'histoire des exils qui, par-delà leur hétérogénéité, peuvent se définir, a minima, comme des migrations contraintes engendrées par un contexte de tensions et de violence – violence politique et/ou sociale, difficultés économiques, sous-développement, catastrophes naturelles, persécutions et discriminations... Il s'agit par conséquent, en « sautant dehors » pour reprendre le sens étymologique de la notion d'exil¹, de quitter l'arbitraire d'une situation pour, selon les trajectoires biographiques, sauver sa vie quand il ne s'agit pas d'infléchir la courbe du destin pour soi et les siens. Signe des bouleversements à l'œuvre, la « crise migratoire » des années 2010 – ou crise des politiques d'accueil si l'on change d'angle de vue – vient poser l'arène à la réédition d'une nouvelle figure de l'exilé qui, ici, adopte les traits

1. Bolzman Claudio, « Exil et errance », *Pensée plurielle*, 2014/1 (n° 35), p. 19. DOI : 10.3917/pp.035.0043. URL : <https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2014-1-page-43.htm>

d'un jeune homme issu des Suds, débarqué en Europe au terme d'une trajectoire éprouvante, au phénotype suspect et à l'identité ethno-culturelle qui l'expose au stigmate. Mineurs non accompagnés pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance, « mijeurs » errants de squats en logements de fortune, familles de demandeurs d'asile en CADA (Commission d'accès aux documents administratifs) ou déboutés du droit d'asile en CHRS (Centre d'hébergement et de réinsertion sociale), ils composent une présence polyphone qui s'inscrit dans le paysage social des centres urbains jusqu'à occuper, pour certains, la place vacante des exclus d'hier. De débrouille en déglingue, du sordide de la chambre d'un hôtel social au banc crasseux d'une station de métro, l'asphalte urbain devient trop souvent le témoin d'un récit de la chute où, à la relégation sociale, se confond désormais le rejet xénophobe. De l'exil d'un chez soi à l'exil de soi-même, le point de bascule est ténu. Le mal-être psychique menace, parfois au risque de la folie, des exilés fragilisés par les épreuves qui ponctuent les différents chapitres du parcours migratoire, épreuves dont l'effet pathogène est amplifié par la traversée de la marge et la saveur du désenchantement. Si la dimension pathétique signe la condition exilaire, dimension perceptible, par exemple, dans l'usage d'une notion en vieil occitan – *essil* signifie ravage, destructions, ruine² –, elle n'en reste pas moins chargée par l'espoir en un futur meilleur. Figure de Janus, l'exil est par essence ambivalent. Il est punition – d'Ulysse tourmenté par les Dieux au drame des réfugiés syriens –, mais il est aussi élection à travers une épreuve, climat de nombreux récits de fondation, qui forge les destinées extraordinaires et dont la mémoire, objet de célébration, est au socle des identités façonnées dans l'adversité. Cette dualité s'exprime chez l'exilé d'aujourd'hui. Relégué à l'orée de la cité, il réinvente pourtant de nouvelles façons d'exister en conjuguant les références et les allégeances, s'émancipant des catégories et des assignations pour incarner une humanité singulière par-delà les cadres matriciels du national et du culturel. En cela, il se place sous le signe du *trans*, mais il annonce aussi le *post*. En revisitant la relation à frontière et à la culture, les exilés sont peut-être à l'avant-garde d'une nouvelle manière d'être au monde qui renoue avec l'universel. Depuis les années 2000 et avec, surtout, un effet d'accélération dans la décennie 2010, le fait migratoire est revenu au cœur des priorités

2. Raynouard François, *Lexique roman ou Dictionnaire de la langue des troubadours, comparée avec les autres langues de l'Europe latine*, 1838–1844, art. « essil »

de l'intervention sociale. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer la centralité de la thématique des Mineurs non accompagnés (MNA) dans les débats traversant le secteur ces dernières années. L'irruption de publics au profil inédits, tranchants par bien des aspects, avec des migrations plus anciennes – c'est le cas du regroupement familial, historiquement corrélé à la migration de travail – est venue impacter, sur de nombreux terrains, les corpus et les pratiques référentielles de l'intervention sociale. Les parcours d'exils s'inscrivent désormais dans un horizon marqué par une double contrainte structurelle, à savoir une détérioration sensible des conditions de « montée » vers l'Europe auxquelles répond, souvent, un accueil dégradé aux modalités d'accès plus restrictives et aux standards parfois revus à la baisse³. Dans ce contexte, l'accompagnement des exilés peut générer des difficultés et susciter des interrogations du côté des professionnels. Dans le faisceau de questions portées par les acteurs de terrain s'exprime sur un mode itératif, outre la critique d'un accueil parfois impossible, un besoin de réajuster ses savoirs pour être au plus près, mais aussi au plus juste, d'une réalité humaine complexe et labile.

Prenant appui sur ce constat transposable à de nombreuses situations professionnelles, ce numéro 76 du *Sociographe* propose ici des objets de réflexion au service d'une pratique engagée et congruente. Trois dimensions des exils aujourd'hui structurent le volet thématique. Dans la partie « Comprendre », les contributions apportent des éléments d'éclairage, mais aussi de controverses qui viennent interroger les évidences d'une praxis quotidienne. Une parole parfois critique qui laisse place à la voix des personnes concernées. La section « Connaître » offre ensuite un espace aux mots des Autres qui, à partir du récit de vie et du témoignage, reviennent notamment sur l'expérience de la différence. Le chapitre « Agir » traite, pour sa part, de la question des dispositifs existants. Entre dénonciation d'une violence institutionnelle tapie dans les plis de l'action et bilan d'une expérimentation innovante, il s'agit aussi, à travers ce numéro, de promouvoir des initiatives nouvelles dans le champ de l'accompagnement des migrant-es, toujours dans le respect et au bénéfice des personnes concernées.

3. Sur ce sujet, voir notamment Lendaro, C. Rodier, Y. Vertongen (dir.) *La crise de l'accueil. Frontières, droits, résistances*, La Découverte, Paris, 2019. Voir également Kobelinsky (C.), *L'accueil des demandeurs d'asile. Une ethnographie de l'attente*, Le Cygne, Paris, 2010.

Être « mineur non accompagné »
en milieu rural.
Trajectoires, discours et représentations
de jeunes migrants accompagnés
par l'Aide sociale à l'enfance en Ariège

Slimane Touhami



Posée sur un horizon hypermoderne, la question de la migration des mineurs en France délimite une arène où viennent s'affronter, autour d'une énième figure de l'altérité, défenseurs de l'accueil inconditionnel et tenants d'une logique de la clôture. À l'écart du « spectacle », la question de l'exil des jeunes occupe une place de choix dans le champ de l'intervention sociale. Le thème des Mineurs non accompagnés (MNA) interpelle, avec une résonance particulière, de nombreuses équipes missionnées en Protection de l'enfance.

Un objet qui fait complexité

Pour les professionnels concernés, le traitement de la question « MNA » s'expérimente souvent dans la complexité brassant, dans un même mouvement, enfance en danger, interculturalité, mais aussi géopolitique, droit des étrangers et clinique de l'exil ; domaines encore trop souvent obscurs lorsqu'ils sont mobilisés dans une visée pratique. Elle bouscule les cadres de l'agir. Elle suscite du débat éthique dans une conjoncture marquée par la réduction des moyens et la suspicion vis-à-vis d'une jeunesse issue des Sud. Elle génère de la confrontation autour des conceptions du « métier » entre souci d'émancipation de l'Autre et injonction au contrôle imposé par des orientations supérieures. Un objet saisi sous l'angle du problème, mais qui ne doit

pas occulter l'existence d'une réaction en faveur de la quête de solutions. L'entreprise de réajustement d'un corpus référentiel adopte, ici, la forme d'une coopération entre des acteurs dont les activités interconnectées tracent les frontières d'un chantier en travaux. Dans l'espace de l'intervention sociale, elle peut être jaugée à travers l'effort déployé, dans plusieurs institutions, pour la formation des équipes et l'expérimentation *in situ*. Elle se donne à voir dans des initiatives citoyennes qui permettent de créer de nouvelles alliances à l'échelle du territoire local, mais aussi à une portée nationale¹. Pour sa part, la recherche vient réinterroger l'armature conceptuelle qui soutient les savoirs d'actions.

Dans ce frémissement qui témoigne d'une préoccupation inclusive à l'égard d'un public fragile, force est de constater que la voix des jeunes concernés reste trop peu audible. Si elle existe sous forme de témoignages autobiographiques ou en filigrane de travaux de recherche (Le Berre, 2018 ; Romeo, 2020), sa place comme levier de transformation reste encore limitée au regard du chantier entrepris. Plusieurs éléments d'interprétations peuvent rendre compte de cette situation : une faible représentativité des personnes en institution malgré le cadre incitatif de la loi ; des situations d'accompagnements où la part accordée à la relation tend à refluer ; une méfiance à se livrer à autrui pour des jeunes passés par l'épreuve d'une anamnèse utilisée pour distinguer les « bons » des « mauvais » candidats à l'exil ; des difficultés langagières réduisant les possibilités d'une mise en récit de soi, etc. Or, cette parole constitue non seulement un prérequis pour réajuster des savoirs professionnels, mais aussi une condition à l'aune d'un enjeu qui dépasse les cadres de l'intervention sociale : renforcer le pouvoir d'« acteurs faibles » (Payet et *Ali*, 2008).

Restituer des voix de l'intérieur

Cette promotion de la voix des jeunes fixe l'ambition de ce travail qui vise à restituer, en premier lieu, une parole réflexive recueillie auprès de jeunes migrants accompagnés en milieu rural. L'opportunité d'une enquête de terrain conduite dans les murs du Centre de formation

1. À l'exemple du centre ressources INFOMIE, outil incontournable dans l'accompagnement des jeunes migrants : <http://www.infomie.net/>

d'apprentis (CFA) de Foix² en Ariège a permis, en effet, d'accéder aux discours d'une jeunesse pas tout à fait comme les autres. Ils ont été collectés à partir d'une méthodologie de type *focus* menée auprès de dix-huit apprentis de 16 à 20 ans inscrits en seconde année de Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) de cuisine et CAP de peinture. Ici, les informateurs partagent, par-delà leurs différences, une même identité statutaire, à savoir être des jeunes, de sexe masculin, pris ou ayant été pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance au titre de mineurs non accompagnés. Les six heures d'entretiens consignés en janvier et mars 2020 ouvrent sur un large champ de données, sous forme de verbatim thématiques, qui permettent une entrée dans la subjectivité de jeunes migrants accueillis dans un cadre rural ; ruralité qui, notamment depuis la circulaire Taubira de 2013³, pose le canevas narratif où se brodent les premiers chapitres d'une vie en France pour de nombreux jeunes venus d'ailleurs.

Cette parole rapportée du terrain vient répondre à une question de fond : comment les jeunes interrogés perçoivent-ils leur condition de « mineur non accompagné » dans un contexte d'installation en Ariège ? Considérant l'accompagnement social comme un espace-temps qui fait transition entre l'avant et l'*à-venir* – l'enfance et l'âge adulte, la dépendance et l'indépendance, mais aussi la fin de la « route » et l'amorce d'un processus d'intégration en France –, cette question interpelle nécessairement trois temporalités biographiques : *l'hier*, *l'aujourd'hui* et le *demain*. Ainsi, quels regards les jeunes portent-ils rétrospectivement sur leur parcours migratoire ? Comment perçoivent-ils le territoire ariégeois, ses habitants, mais aussi l'encadrement adulte, à l'instar du travail social ? Quelles difficultés rencontrent-ils au quotidien ? Comment se projettent-ils dans l'avenir ?

2. Les données suivantes ont été récoltées dans le cadre d'une enquête relevant du projet transfrontalier AVENIR. Financé par l'Union Européenne, il vise à promouvoir une installation pérenne des jeunes migrants dans les Pyrénées, massif confronté, sur ses deux versants, à un déclin démographique. Voir <http://www.poctefa-avenir.eu/fr/>

3. La circulaire Taubira du 31 mai 2013 vise, entre autres, à répartir équitablement entre les départements la prise en charge des « MNA », principe réitéré par la loi 2016-297 du 14 mars 2016. Sur la circulaire et sa réforme : <http://www.infomie.net/spip.php?article2794>

Arpenter le champ du discours des jeunes ouvre par conséquent la possibilité d'une compréhension de l'intérieur de l'exil en minorité en approchant, d'un point de vue éthique et ontologique, ce que signifie être « MNA ». Il s'agit en effet de repérer les champs expérientiels, les *topoi* et les lignes de force qui traversent les récits sur soi derrière l'assignation à un acronyme juridique dont l'usage lexical, chez les professionnels, peut se charger d'une valeur identitaire au risque de l'essentialisation et du raccourci. En mettant en avant l'expérience biographique par-delà le renvoi à un statut hérité du droit, l'intention consiste aussi, à travers cette contribution, à se reconnecter avec le réel d'un vécu pour donner de la valeur aux mots d'une jeunesse qui, en sinuant à travers les mondes, cherche sa place.

Les informateurs : entre hétérogénéités des situations...

S'il fallait présenter le groupe des dix-huit jeunes interrogés au CFA de Foix, une première caractéristique se dégagerait, à savoir sa diversité⁴. Diversité en termes d'âge tout d'abord. Ils ont entre seize et vingt ans, trois d'entre eux étant déjà sortis d'une prise en charge de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Diversité des types de placement ensuite : la plupart sont hébergés en Maison d'enfant à caractère social (MECS), sur site ou en appartements autonomes. Seuls trois sont placés en familles d'accueil. Les plus âgés louent pour leur part leur logement ou sont hébergés chez des amis. Les jeunes sont dispersés sur l'ensemble d'un département rural dont la morphologie se déploie graduellement entre plaine agricole et haute montagne (Berthomière et Ali, 2020). Ils sont accueillis dans des petites villes de basse Ariège comme Saverdun, Pamiers ou encore Lavelanet. Pour quelques-uns, la traversée de la jeunesse opte pour un écrin montagnard, dans des bourgs et villages de vallées : His, Mercus, Tarascon...

Parmi les nationalités, le sous-continent indien arrive en tête avec un contingent de près de six Bangladais originaires de la province du Sylhet, à l'est du pays. Viennent ensuite l'Inde (2), le Pakistan (1) et l'Afghanistan (2). L'Afrique subsaharienne est représentée par des

4. Les verbatim sont présentés ici sous couvert rigoureux d'anonymat – absence d'âge, prénoms modifiés ou non cités – avec, pour seule indication et sous réserve, la nationalité de l'informateur.

Guinéens (2), Maliens (2), Ivoiriens (2), et un Camerounais. L'Islam est majoritaire, devant la présence d'un chrétien, d'un sikh et d'un hindou.

La variation concerne aussi les origines sociales. Si la paysannerie domine, toutes nationalités confondues – condition qui suscite d'ailleurs des commentaires négatifs chez ceux qui en sont issus : « L'agriculture, c'est dur, c'est difficile » (Afghan), « Planter le riz, c'est un travail trop difficile. » (Pakistanais) –, près de la moitié des Indiens et Bangladais sont issus des petites classes moyennes : pères militaires, ex-immigrés dans les pays du Golfe, commerçants... Ils ont un parcours scolaire pré-migratoire dans le secondaire à l'exemple de R., originaire d'Inde : « J'étais au niveau bac. J'étais dans une école où on fait du sport et des études. Je jouais au foot. » Ce constat tranche avec le groupe des Africains où les trajectoires scolaires sont plus précaires – « Je n'ai jamais été à l'école... J'ai fait l'école coranique jusqu'en dixième année » (Malien) – et dont les existences sont fréquemment marquées par la pauvreté et l'absence de figures parentales : « Ma mère était obligée de travailler. Elle n'avait pas le choix. Mon père est décédé. » (Guinéen), « Je viens d'une famille très pauvre... Mon père, un jour, il est parti... J'ai beaucoup de demi-frères et demi-sœurs. » (Camerounais)

La différence de classe détermine également les conditions de migration vers l'Europe. Si les familles bangladaises n'hésitent pas à investir dans un voyage, en totalité ou pour partie aérien, au prix de sacrifices majeurs – « mon père a vendu sa boutique pour payer mon voyage (Bangladais) » – les Subsahariens empruntent, avec des moyens très limités et pour plusieurs mois⁵, une voie migratoire qui laisse, des années plus tard, des bleus à la mémoire. Dans les échanges, l'évocation de la « route » suscite des silences pudiques d'où émergent, çà et là, quelques références aux difficultés vécues – « c'est difficile... C'est très difficile » (Guinéen), « Les militaires au poste de Melilla, s'ils t'attrapent, c'est fini » (Malien, passé en Espagne par le nord du Maroc), « Je suis passé par l'Italie. Là-bas, ils sont très racistes » (Malien, passé par la Lybie). Des souvenirs de violence parfois éclipsés par des gestes de solidarité comme tient à le rappeler D., Guinéen, lorsqu'il

5. D'après les propos recueillis, les sommes investies pour le « voyage » sont très variables : jusqu'à 20 000 euros pour un Indien ; seulement 100 euros pour D. qui a mis plusieurs mois à rejoindre la France depuis la Guinée.

découvre la nationalité d'origine du chercheur venu les interroger : « Je connais bien le Maroc... J'ai été à Oujda, Tanger, Nador, Melilla, Berkane... Les Marocains quand même, ils nous donnaient à manger le couscous marocain ! Ils le préparaient et l'envoyaient pour nous. »

... et transversalité des expériences

Les bribes d'histoires de vie lâchées dans les entretiens donnent aussi à voir un ensemble d'expériences partagées qui transcendent les frontières identitaires. Ainsi les jeunes sont unanimes. L'exil s'impose à eux comme une épreuve qui les transforme en profondeur. Le changement généré par une situation *extra-ordinaire* peut être perçu comme un enrichissement à l'exemple de T., lui conférant une valeur initiatique : « J'ai appris plein de choses ici. C'est peut-être parce que je suis sans mes parents, le fait de ne plus être avec eux depuis trois ans et en famille d'accueil. C'est peut-être ça. Les jeunes de mon âge qui sont en Inde n'ont pas la même mentalité ». Pour R., né au Cameroun, le tableau est autrement plus sombre : « Ça m'a changé. Si c'était à refaire, je ne le referais pas. Ça, c'est à cause de vendeurs de rêves. Tu les vois, ils se filment devant la tour Eiffel et là, tu pars risquer ta vie. » L'arrivée en France induit un corollaire : la rencontre brutale avec une société occidentale sur laquelle viennent souvent se briser des représentations portées dans un projet migratoire : « On ne savait pas que c'était comme ça la France... Quand on regardait la télé, ils ne montraient pas les maisons pourries. Ils ne montraient que des beaux trucs, la Tour Eiffel et je me disais que tout était comme ça. » (Bangladais) « J'avais une image de la France. Je pensais que c'était un pays où on arrive et où l'on cueille l'argent. » (Ivoirien) Pour des jeunes issues de sociétés communautaires, l'exil les confronte à un monde social construit autour de normes et de valeurs tournées vers l'individu, ce qui n'est pas sans les interpeller. Le traitement des aînés, par exemple, amène un jugement sévère de la part des jeunes, toutes origines confondues : « Ici, ce n'est pas comme dans nos pays, il y'a des maisons de retraite. Ça n'existe pas trop chez nous. Tu restes à la maison avec les parents et tout. C'est la première chose qui m'a marqué ici. » (Indien) Certains gestes, mis sur le compte d'une absence de respect ou d'un manque de pudeur, peuvent heurter des adolescents élevés aux valeurs traditionnelles : « On voit des hommes et des femmes qui s'embrassent dehors, des jeunes qui fument à l'école » (Bangladais).

« Les Français et même les Arabes... Leur façon de parler, je te jure, c'est désagréable. À Pamiers, j'ai vu une fille qui insultait sa propre mère. J'étais choqué ! » (Guinéen) À l'inverse, les informateurs apprécient une liberté de penser qui peut faire défaut dans les pays d'origine : « Ici, il y'a des choses dont on peut parler. La liberté de penser, de dire ce que tu as dans ton cœur. Chez nous, non. » (Ivoirien) La critique peut plus rarement laisser place à l'autocritique, celle d'une société de départ où l'individu est dilué dans une communauté qui dicte ses règles à tous : « Chez nous, on juge trop souvent les personnes. Là-bas, c'est tout le village qui décide – tu vas faire ça ou ça. C'est pas bien ça. » (Indien)

« On essaie de s'adapter, mais en laissant ce qui est mauvais, tu vois. Tu prends le côté positif. Le négatif, tu ignores ça... Toi, tu es un étranger ici. Tu ne peux pas vivre comme tu étais avant. » Les mots de l'Ivoirien B. mettent en relief un défi pour les jeunes : rester fidèle à soi tout en s'ouvrant à un environnement inédit. Ici, les discours, mais aussi les observations, mettent en scène des jeunes développant des stratégies d'acculturation où il s'agit de combiner les références culturelles d'ici et de là-bas. Les goûts vestimentaires en témoignent. Le « décontracté sport », aux lignes colorées d'un équipementier sportif ou dans une version « vêtue », sobre et sombre, reste un intemporel qui défie les modes. Les coupes de cheveux, à renforts de gel et de peroxyde, reproduisent, dans la cour d'un CFA, les facéties capillaires des icônes de la *Champions League* de football. L'inscription signifie parfois le rejet des prescriptions ; l'éloignement favorisant la transgression des règles corporelles imposées par la tradition : « Ici, je me suis percé les oreilles. Dans mon bled, ils n'auraient pas accepté. » (Guinéen) Il n'en reste pas moins que derrière le vernis esthétique se maintient un noyau dur où sont cultivés les éléments d'une identité première, au nombre desquels la religion. La grande majorité des informateurs démontrent un attachement fort à la pratique religieuse. Pour les musulmans, elle passe par le respect des prières quotidiennes, du ramadan, du halal ou la fréquentation de la mosquée locale. K., de confession hindoue, vénère les Dieux malgré l'absence de lieu de culte : « Je prie chez moi, mais il n'y a pas de temple à Pamiers... Il faut aller à Paris... Ça me manque. »

Le manque, c'est aussi celui de ses proches. À l'évocation de la famille, les visages se ferment, les regards curieux laissent place à la tristesse dans un silence lourd de nostalgie. Les quelques mots parlent de la

douleur d'être loin de chez soi : « La famille nous manque beaucoup. Moi, quand je suis à côté de ma mère (silence ému). Si je pouvais ramener ma famille ici, ce serait la belle vie. » (Malien) « J'ai trop pleuré quand je suis venu ici. Maintenant, je suis habitué... J'appelle ma famille tous les jours. » (Indien) La famille est présente dans l'absence. Elle justifie un projet migratoire – « On est là pour aider notre famille (Guinéen) – et son honneur doit être défendu, y compris par la force : « Un jour au foyer, il y'en a un qui a insulté mes parents. Je n'ai pas réfléchi. Je lui ai mis un coup de tête. Il est resté 3 minutes à terre... Tu touches à mes parents toi ? Jamais ! » (Guinéen)

Des lieux et des gens. Une Ariège en clair-obscur

Aucun des jeunes interrogés n'a choisi de s'installer en Ariège, la politique de répartition des MNA sur le territoire national éclairant la présence de jeunes sur le département : « Je n'ai pas choisi de m'installer en Ariège. J'étais d'abord à Toulouse où on m'a reconnu mineur. On m'a ensuite cherché un foyer et on l'a trouvé en Ariège. C'est le Conseil départemental. Ils m'ont dit « on a un foyer pour toi. Il faut que tu reprennes des études ». On m'a transféré alors ici. » (Guinéen) Éprouver la ruralité, c'est d'abord, pour des adolescents nés sous d'autres latitudes, être projeté dans un espace insolite. Les jeunes issus du sous-continent indien apprécient le dépaysement offert par l'environnement montagnard : « *The weather is fantastic*. Il y'a les montagnes, tout ça. » (Bangladais) La vie « à la campagne » est louée pour sa quiétude, loin du tumulte de la grande ville : « Ici, j'aime le calme. » (Malien) « C'est calme, tranquille, il n'y'a pas de désordre. Il y'a des délinquants, mais pas trop, pas comme dans les grandes villes. » (Guinéen) Un tableau nuancé dans les échanges par quelques critiques, la plus commune étant, outre le froid, l'absence de moyen de locomotion : « Ici, si tu as la voiture (...) c'est encore mieux » (Malien). « Il n'y a pas assez de trains et il y'a peu de bus. Il faut une voiture et je n'ai pas de permis pour l'instant. » (Bangladais) Ne pas pouvoir se déplacer pénalise l'accès aux loisirs, réduisant par la même, les possibilités de rencontres : « J'ai dû stopper le foot à cause des transports. J'habite à M. un village perdu près de Tarascon. C'est à 15 minutes de Foix en voiture. Je joue à Foix... Je termine les entraînements à 22 h et je ne peux pas rentrer à la maison. C'est pas facile. » (Guinéen)

Des lieux et des gens. Les mots glanés dans les échanges présentent une population ariégeoise sous un jour avantageux. Les informateurs reconnaissent plusieurs qualités aux « locaux » au nombre desquelles, pour des adolescents qui ont connu l'indifférence des centres urbains, la gentillesse des habitants : « les gens sont plus gentils qu'en ville » (Bangladais). « En Ariège, les gens sont sympas. Quand ils te voient avec le sourire, ils te sourient. Ça me plaît ça. » (Malien) L'empathie et la solidarité des Ariégeois sont également mises en avant : « Ici, si tu tombes par terre, les gens, ils viennent te voir. Ils vont venir t'aider... À Paris, non. » (Bangladais) Une image positive pour un territoire et ses habitants que renforce la réputation d'un département où l'accès à la régularisation est aisé, au coût peu élevé de la vie et où les possibilités d'embauche sont réelles.

Dans ce concert apologétique, un discours dissonant, celui qui dénonce, pour une minorité de jeunes, une mentalité repliée sur elle-même : « C'est la campagne. Les esprits sont fermés... Ils ne connaissent pas trop le mouvement. » (Guinéen) « Ils ne sortent pas. Ils ne regardent que la télévision. » (Ivoirien) De la fermeture à l'Autre à son rejet, le lien est ténu. Pourtant, malgré les invitations au témoignage, peu de situations de xénophobie rapportées par les jeunes. R. est le seul à s'attarder sur le sujet à travers son expérience de la relation aux jeunes femmes locales : « Quand je veux saluer une fille ici en Ariège, elle se dit "c'est le diable qui vient me saluer". À Toulouse, tu salues une fille, elle te répond normal. En Ariège, non. Ce n'est pas ça. Tu veux danser avec une fille en boîte de nuit, elle te repousse... Ça m'est arrivé plusieurs fois que les gens aient peur de moi. Une fois, j'étais en train de marcher. Il y'avait une fille avec un téléphone. Elle ne regardait pas devant elle. Elle avait un *iPhone 5*. Lorsqu'elle m'a vu, elle l'a caché. Ça, c'est l'Ariège. »

Juger les cadres de l'accompagnement : de la reconnaissance à la violence institutionnelle

Pour des informateurs qui sont ou ont été accompagnés en Protection de l'enfance, la relation au monde de l'intervention sociale ne laisse pas indifférent. Le sujet génère des avis très contrastés qui rendent compte de la pluralité des sensibilités et des vécus. La « vie au foyer » suscite, par exemple, de vifs échanges où chacun expose son point de vue à l'aune de sa propre histoire, histoire jalonnée d'autres expériences

d'hébergement en amont du chapitre ariégeois. Ici, l'éloge vis-à-vis des services dispensés – « Je suis reconnaissant » (Ivoirien). « Je suis très bien dans mon foyer..., je mange bien, je dors bien. *Hamdullilah.* » (Malien) – côtoie la mise à l'index (Wolff, 2019), celle qui, par exemple, cible la méconnaissance des situations par les professionnels – « Ils ignorent beaucoup quand tu leur parles » – un respect à géométrie variable – « Il y'a des éduc's qui te respectent et d'autres qui ne te respectent pas » – ou encore une organisation de travail paralysée dès qu'un de ses éléments ne répond plus : « Quand une personne n'est pas là, tout s'arrête. Rien ne bouge. Quand tu demandes quelque chose, en un mois, dans six mois, ils te répondent... Peut-être. » Si pour certains jeunes, le foyer peut être associé au chaos – « le foyer, c'est comme le bordel » – il est, pour d'autres, un espace de re-construction avec une contrainte à visée bénéfique sur la durée : l'obligation de parler français dans les temps clés du quotidien : « Là où je suis, si tu ne parles pas français à l'heure de manger, tu sors de table. C'est comme ça à X. À Y., c'est aussi comme ça. Je trouve ça bien. » (Malien) Le besoin d'une maîtrise correcte du français est unanimement exprimé par des informateurs qui saisissent la corrélation entre projet d'insertion et pratique de la langue : « En France, si tu ne parles pas bien le français, c'est vraiment compliqué pour le boulot, tout ça. Pour moi, apprendre le français, c'est le plus important. » (Guinéen) « Nous, (les Bangladais) c'est pas comme les Africains qui parlent déjà le français. On a besoin de bien parler la langue. »

Les démarches administratives délimitent un autre domaine où les informateurs expriment un besoin d'être mieux épaulés. Pour des jeunes, dont l'existence légale en France est encadrée par plusieurs corpus juridiques – textes internationaux, droit des étrangers, Code de l'action sociale et des familles... –, la « paperasse » représente à la fois un objet proche et lointain. S'ils sont régulièrement accompagnés pour « se mettre en règle » à travers la production d'attestations, d'un passeport ou d'une carte de séjour, l'espace du droit n'en reste pas moins perçu comme un univers hermétique et inquiétant : « les papiers, c'est trop compliqué. On ne comprend pas. » Ce caractère opaque tend à se renforcer pour les jeunes qui accèdent à l'indépendance. « Faire ses papiers » peut devenir dès lors une épreuve qui crée incompréhension et tensions : « Je ne sais pas si ce sont les démarches qui ont changé, mais quand je vais à la préfecture, je vois que les lois ont changé et les papiers que j'amène ne sont pas les bons. Je me

suis engueulé avec le mec là-bas. Du coup, j'ai pris mes affaires et je suis rentré chez moi. C'est la 3e fois que ça se passe comme ça... » (Ivoirien)

Se conformer au droit, au risque de perdre ses droits. Cette situation peut représenter, à quelques mois de l'examen du CAP, un facteur d'angoisse supplémentaire : crainte de la non-reconduction d'un contrat jeune majeur, rumeurs d'Obligation de quitter la France (OQTF) chez des jeunes scolarisés et changement de politique préfectorale à l'égard des MNA viennent plomber un ciel déjà lourd des menaces du premier confinement.

Les voix de l'indépendance

Une donnée qui pourrait surprendre à première vue tant le pouvoir d'attraction de la « grande ville » semble irrésistible : près de la moitié des jeunes interrogés envisagent leur avenir en Ariège. Ici, les projections sur un futur proche varient d'un informateur à l'autre : ouvrir son restaurant à Foix, trouver un « bon métier » ou simplement accéder à « la paix du cœur » sont autant d'arguments en faveur d'un projet de vie dans les Pyrénées.

À quoi pourrait ressembler cet avenir rural ? Parmi les informateurs, trois jeunes cheminent sur les voies de l'indépendance. Trois trajectoires contrastées qui projettent une première lumière sur la « vie » après le chapitre ASE. Ici, les éléments biographiques, aussi légers soient-ils, offrent matière pour illustrer des scénarios d'intégration en France.

Un sourire bambin sur un corps d'athlète, J., ne jure que par et pour le foot : « Je n'ai pas de rêves. Je n'ai que le foot. » C'est ce qui l'a porté de la Côte d'Ivoire à la France. Aujourd'hui, J. a trouvé sa voie dans l'une des meilleures équipes locales : « Pour moi, ça se passe bien ici, avec le foot... J'aime l'Ariège grâce au foot. Ils m'ont tout donné au foot. Tout. L'appartement, le boulot, c'est grâce à eux ». J. est serein dans l'avenir : « Ici, j'ai trouvé mon rêve. » Une bonne étoile qui le suit depuis qu'il est en Europe : « J'ai de la chance avec les gens. C'était déjà comme ça en Italie. »

C'est également le foot qui a poussé V. à quitter la Guinée Conakry pour la France. Malheureusement, son rêve est venu se fracasser sur la réalité de l'exil. Faute de moyens et de temps, il a fait une croix sur sa passion : « Là-bas, on rêve d'être un grand joueur comme

M'Bappé, mais quand on arrive ici, c'est tellement différent qu'on n'a plus envie de jouer. Je n'ai plus beaucoup de temps. Je travaille et je gagne 600 euros. Avec le logement, la nourriture et le transport, à la fin du mois, il me reste 0. Même les loisirs, je ne peux pas. Parfois, ça revient dans ma tête d'arrêter, mais je me dis que c'est important d'avoir un CAP. C'est pour ça que je m'accroche à ça. » V. se découvre travailleur pauvre en France, nouvelle maille dans la longue chaîne de l'immigration africaine de labeur.

Migrer au risque de l'exil de soi-même. A. est aujourd'hui aux portes d'un ailleurs inquiétant, celui de la souffrance psychique. Isolé, tassé sur lui-même, la tête plongée dans les bras, il participe rarement aux échanges. Au terme du dernier focus, il attendra le départ de ses camarades pour s'adresser au chercheur, le regard fuyant : « j'ai des problèmes personnels, monsieur ». Il exhibe alors des bras et des jambes marquées de morsures humaines... La direction du CFA sera alertée.

Accéder à la voix des jeunes, c'est lever le voile des apparences d'une catégorie juridique dont le succès lexical tend à masquer la diversité des situations vécues. La condition « MNA » n'est ni monolithique ni linéaire. Elle ne peut se réduire à des figures stéréotypées fixées, dans le sens commun, par des excès de langage et une *doxa* politico-médiatique. Au contraire, elle se révèle dans la diversité. Diversité culturelle, géographique et religieuse d'une jeunesse transnationale venue de différents continents. Diversité visible aussi dans la répartition inégalitaire, d'un jeune à l'autre, des ressources à disposition : compétences linguistiques, niveau d'instruction, réseau, capital culturel et économique, mais aussi qualité du projet migratoire ou capacité de résilience. Autant de leviers indispensables à la réussite d'un parcours d'intégration *a posteriori*. Ce constat d'une disparité marquée des ressources, facteur d'inégalités au sein d'un même groupe de jeunes, constitue un réel enjeu pour l'intervention sociale auprès des migrants. Ses effets pourraient être limités à travers, par exemple, une reconnaissance des savoirs d'expériences pour mieux valoriser des aptitudes et des compétences acquises à l'école de la vie. La disparité des forces pourrait être également lissée à partir d'une démarche compensatoire en appliquant le principe d'équité ; l'idée étant de donner plus à ceux qui ont moins au moyen d'outils qui ont fait leurs preuves comme les approches inclusives ou une pair-aidance favorisant une mutualisation des savoirs. Des pistes de réajustement

qui nécessitent du temps et des moyens dans un horizon éducatif de plus en plus contraint.

Slimane Touhami est docteur en anthropologie sociale de l'EHESS et formateur-chercheur à l'ITS ÉRASME Toulouse

Bibliographie

- Berthomière, William et Imbert, Christophe, « Le refuge ariégeois : atout et diversité d'une topographie de l'accueil », *Journal of Alpine Research, Revue de géographie alpine*, 108-2, 2020. <https://doi.org/10.4000/rga.7003>
- Payet, Jean Pierre, Lafforgue, Denis et Giuliani, Françoise, *La voix des acteurs faibles. De l'indignité à la reconnaissance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.
- Le Berre, Rozenn, *De rêves et de papiers. 547 jours avec les mineurs isolés étrangers*, Paris, La Découverte, 2018.
- Romeo, Claude (dir.), *Je voulais une chance de vivre. Récits de mineurs isolés étrangers*, Paris, l'Atelier, 2020.
- Wolff, Valérie, « Protéger les mineurs isolés étrangers : un accompagnement teinté de violences institutionnelles ? », *Pensée plurielle*, 50 (2), 59-73, 2019.

Résumé

L'accompagnement des jeunes dits « Mineurs non accompagnés » se pratique aussi en ruralité. Une enquête menée en 2020 auprès de jeunes en Ariège (09) offre l'occasion d'accéder à une subjectivité encore trop souvent ignorée. Des « voix de l'intérieur », restituées ici sous forme de verbatims, dont la reconnaissance participe à la réussite d'un parcours d'intégration.

Abstract

Being an “unaccompanied minor” in a rural setting

Support for so-called “unaccompanied minors” is also practiced in rural areas. A survey conducted in 2020 among young people in Ariège (09) offers the opportunity to study a subjectivity that is still too often ignored. “Voices from inside” are reproduced here in the form of verbatim accounts, the recognition of which contributes to the success of an integration process.